

TANKHA Brij, "People, Art, and Politics: Miyatake Gaikotsu and the Search for Equality"

Kameshiro Miyatake (1867-1955), plus connu sous le nom de Gaikotsu Miyatake, fut journaliste et éditeur de revues satiriques. L'objectif de cette contribution est d'observer l'utilisation de l'humour et de la satire comme contre-pouvoir à l'idéologie mise en place par le régime en place.

La première Constitution japonaise est rédigée en 1889 et on assiste à la création d'un État moderne et d'une monarchie constitutionnelle dirigée par une oligarchie. À cette époque, les journaux populaires ont permis de donner une voix au peuple, considéré jusqu'alors comme un sujet n'ayant pas son mot à dire dans la gouvernance du pays. Les écrits de Gaikotsu utilisent des formes et des genres d'art populaire afin de critiquer le régime de Meiji et les normes sociales imposées. Cela révèle sa vision politique, en faveur de la souveraineté populaire et contre l'idée d'un État moderne se fondant sur la bureaucratie, les partis politiques, les grands conglomérats et une conception particulière de la famille, du genre et de la connaissance.

1. Le journalisme : faire de la politique par d'autres moyens

Une culture journalistique s'installe dans le Japon prémoderne avec « l'ouverture » du pays, les journaux se développent et le journalisme devient une profession majeure. Le haut niveau d'éducation, combiné à une économie florissante, est à l'origine d'un nombre croissant de lecteurs parmi toutes les couches de la société. La censure gouvernementale et le contrôle vont de pair avec la popularité croissante du média. Ainsi, « l'Ordonnance sur la publication » de 1869 introduit la possibilité de sanctions envers les auteurs et les éditeurs, la « loi sur la publication » de 1893 interdit l'importation de certains journaux étrangers, accusés de diffuser un contenu inapproprié. En mars 1889, un mois après la promulgation de la Constitution, Gaikotsu réalise un dessin satirique de la cérémonie de promulgation dans laquelle l'empereur Meiji est représenté comme un squelette, ce qui lui vaut notamment une interdiction de publication et 3 ans d'emprisonnement.

2. La naissance d'un squelette

Ce séjour en prison et le sentiment d'injustice que ressent Kameshiro Miyatake le marquent profondément et le convainquent de la nécessité de se battre contre le règne du despotisme à travers les journaux. Après son emprisonnement, il adopte le nom de *Gaikotsu* (« squelette » en japonais) une décision inhabituelle dans une société où le patronyme est un marqueur social important. Tout au long de sa vie, il abordera des sujets atypiques, donnant une voix aux personnes et aux idées marginales, critiquant le régime autoritaire centré autour de l'empereur et de la modernité capitaliste occidentale et participant à la construction d'une sphère publique démocratique. Étant l'un des premiers à reconnaître le « populaire » en tant que sujet d'étude, il a écrit sur des formes d'art populaire comme l'*ukiyo-e* (les estampes japonaises) ou sur l'impact des catastrophes naturelles sur la vie du peuple. Il a mis en avant le lien entre « populaire » et construction d'une société intellectuellement vivante et démocratique. Son œuvre est marquée par deux points : l'opposition au pouvoir établi et l'identification avec le peuple. Il se revendique d'ailleurs comme un *heimin* (« roturier ») du *han* de Sanuki (département actuel de Chiba), par opposition totale avec la lignée impériale ininterrompue.

3. Un *heimin* du *han* de Sanuki

Après son passage en prison, il recommence à écrire. Il publie notamment un livre, qui fait scandale, dans lequel il affirme que la littérature érotique rend les humains égaux, gens du peuple comme monarques, qui lisent ce type de lecture. De 1901 à 1908, parallèlement au système étatique impérial qui se renforce de plus en plus, il continue de développer sa pensée et lance le magazine satirique bimensuel *Kokkei Shinbun* (« journal comique » ou « journal absurde ») qui critique les

bureaucrates ainsi que les politiciens et médias corrompus. Durant les huit années de publication de cette revue, Gaikotsu fut emprisonné deux fois, la publication fut arrêtée trois fois et ses bureaux perquisitionnés. En 1907, il publie un supplément en couleur au *Kokkei Shinbun* nommé *Ehagaki Sekai* (« Le monde des cartes postales »), qui consiste en une plaquette de huit pages de cartes postales détaillées par des légendes. Il fait preuve d'un humour grossier, rempli d'allusions sexuelles en rapport avec la politique. Une des images les plus connues est une jeune femme qui enroule le drapeau japonais autour de sa taille, le soleil rouge placé au niveau de ses parties génitales, et tenant une pancarte sur laquelle on lit « Aujourd'hui nous sommes fermés pour cause de vacances ». Cela apparaît comme une attaque directe envers l'État qui contrôle les mœurs. S'identifiant comme un *heimin*, il commence à développer une conscience forte des problèmes rencontrés par la caste des *burakumin* (« les gens du hameau »), les personnes exerçant des métiers considérés comme impurs et marginalisés.

4. La guerre russo-japonaise

Lors de la guerre russo-japonaise (1904-1905), de nombreuses critiques émergent au sein du pays quant à l'agressivité de cette politique étrangère qui fait porter le fardeau du conflit sur le peuple. Dans les années qui précédèrent le conflit, de grands journaux nationaux soutiennent l'idée d'une guerre contre la Russie qui est vue comme menaçante. Gaikotsu et l'opposition socialiste s'étaient opposés à cette guerre. Dans le *Kokkei Shinbun*, Gaikotsu continue d'utiliser l'humour et la satire pour dénoncer ce conflit, il rédige notamment un article où il s'autocensure, remplaçant les mots antiguerre ou antigouvernementaux par des espaces vides. L'autocensure devient un moyen pour lui de combattre la censure.

5. L'art du peuple

En 1910, il publie la revue *Konohana* (du nom d'un poème chinois), une publication sur les *ukiyo-e* et les *machi-e* (« images de ville »). Il estime que cet art populaire permet de donner une vision de la vie quotidienne, un aspect mis de côté par les beaux-arts, et constitue un témoignage visuel du passé du peuple japonais. En 1920, il fonde la *Ukiyo-e Kyōkai* (« Société des estampes ») qui publie un magazine sobrement intitulé « *Ukiyo-e* » qui met en valeur cette forme d'art héritée de l'époque prémoderne. L'*ukiyo-e*, qui est une forme de publicité délaissée par les institutions culturelles et académiques, est perçu comme un vestige du passé, s'est parfaitement intégré à la démarche de valorisation de l'art populaire menée de Gaikotsu.

6. Démocratie et monarchie constitutionnelle de Meiji

Dès 1872, la structure bureaucratique du régime se constitue en une organisation hiérarchique aux ordres de grands notables, issus de l'ancienne noblesse et de familles de samourais prestigieux. La démocratie japonaise se construit en opposition à cette classe dirigeante. La structure du pouvoir repose sur deux piliers : l'armée et la bureaucratie. La Constitution ne donne le droit de vote qu'aux hommes de plus de vingt-cinq ans qui paient une taxe foncière (1% de la population). Le suffrage finit par s'élargir et la participation politique augmente, mais de nombreux postes sont attribués par nomination et le pouvoir du peuple reste extrêmement marginal.

7. Suffrage universel et souveraineté populaire

Gaikotsu proteste contre l'oligarchie de Meiji et la combat avec la satire, l'humour et l'art. Il critique la Constitution à l'origine du *Kokutai* (littéralement « corps de l'État »), le corps politique aux mains des élites et de l'empereur. Sa vision politique est fondée sur la souveraineté populaire et il est donc opposé à toute manifestation despotique du pouvoir. Le suffrage universel masculin est mis en place en 1925, excluant les femmes et ceux qui bénéficient d'une assistance pour vivre en raison de

leur pauvreté (le suffrage universel ne sera instauré qu'en 1947). En parallèle, les « lois de préservation de la paix » sont renforcées et les restrictions envers la presse, les limitations de la liberté de rassemblement et de la liberté d'expression s'accroissent.

En 1918, la *Reimei-kai* (« Société de l'aube ») est fondée par des démocrates libéraux. Elle a pour but la promotion de la démocratie et une participation politique plus large avec l'instauration du suffrage universel. La *Reimei-kai* soutient le modèle politique du *Minponshugi*, une démocratie qui ne repose pas sur la souveraineté populaire (car cela est à l'époque considéré comme incompatible avec la famille impériale et la monarchie constitutionnelle), mais qui a pour finalité le bien des individus, reposant sur la justice, l'abrogation des lois répressives et la garantie de la liberté d'expression et de réunion ainsi que la fin de la politique impérialiste. Gaikotsu, étant un des membres fondateurs, s'occupe de lancer la publication du journal de l'organisation. Malgré l'adoption du suffrage universel masculin, l'appareil répressif continue d'empêcher le processus démocratique.

8. Le grand tremblement de terre du Kantō

Gaikotsu décrit les événements de septembre 1923 à janvier 1924, à la suite du séisme qui a ravagé la capitale. Il remet en doute le récit du gouvernement selon lequel le peuple s'est uni pour faire face à cette catastrophe. Il souligne le chaos qui a suivi le désastre et dénonce la non-action du gouvernement dans le massacre de la minorité coréenne. La dévastation lui fait réaliser l'importance de la préservation des sources archivistiques, ce qui le conduit à la création de la *Meiji Bunka Kenkyūkai* (« Société de recherche sur la culture de l'ère Meiji ») en 1924, qui a pour but de collecter le savoir du Japon moderne. Ce travail est également un moyen d'écrire une autre histoire, de manière à raconter un récit alternatif à celui de l'État. En 1929, Gaikotsu ouvre une bibliothèque publique, pour préserver et rendre accessible ces sources. À une époque où les connaissances sont l'apanage du système universitaire impérial, la création d'une bibliothèque de littérature populaire marque une étape dans la légitimation de ce genre littéraire en tant que savoir, et considérant le peuple comme producteur de cette connaissance. Plus généralement, ce sont le savoir et l'éducation, contrôlés par l'État, qui sont remis en cause.

9. Japon d'après-guerre : *Amerika-sama*

Au sortir de la guerre en 1946, Gaikotsu publie un pamphlet intitulé « *Amerika-sama* » (*Amerika* désigne les États-Unis, *sama* est un suffixe honorifique), dans lequel il accueille la défaite de l'empire comme un renouveau pour le peuple japonais, même s'il déplore les destructions importantes et les nombreuses vies perdues. Il considère que, sans la défaite, la population aurait continué d'endurer les ambitions militaristes et expansionnistes du régime. Il soulève toutes les questions qui deviendront centrales dans les débats d'après-guerre : les viols des civils, la prostitution forcée, l'enlèvement des femmes coréennes, les massacres en Chine, le traitement des prisonniers de guerre, etc. Contrastant avec la majorité de l'opposition progressiste, il met l'accent sur la responsabilité du peuple dans la guerre et non celle de l'empereur. En effet, si la guerre fut menée par la classe politique, la bureaucratie et l'armée, Gaikotsu considère que la presse, les grandes compagnies et l'opinion publique ont, par leur soutien au gouvernement, une part de responsabilité dans la guerre. Il se félicite que les Américains aient forcé l'empereur à renoncer à son statut de divinité, chose impensable quelques décennies plus tôt, lorsque Gaikotsu avait caricaturé l'empereur.